

N° 69

SENAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1984-1985

Annexe au procès-verbal de la séance du 19 novembre 1984

RAPPORT GÉNÉRAL

FAIT

*au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), sur le projet de loi de finances pour 1985, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE*

Par M. Maurice BLIN,

Sénateur.

*Rapporteur général.*

TOME III

**LES MOYENS DES SERVICES ET LES DISPOSITIONS SPÉCIALES  
(Deuxième partie de la loi de finances.)**

ANNEXE N° 8

**DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

*Rapporteur spécial : M. Henri GCETSCHY.*

(1) Cette commission est composée de : MM. Edouard Bonnefous, président ; Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean Cluzel, vice-présidents ; Modeste Legouez, Yves Durand, Louis Perrein, Camille Vallin, secrétaires ; Maurice Blin, rapporteur général ; MM. René Ballayer, Stéphane Bonduel, Jean Chamant, Pierre Croze, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Marcel Fortier, André Fosset, Jean François-Poncet, Jean Francou, Pierre Gamboa, Henri Goetschy, Robert Guillaume, Fernand Lefort, Georges Lombard, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Michel Maurice-Bokanowski, Josy Moinet, René Moncry, Jacques Mossion, Bernard Pellarin, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Maurice Schumann, Henri Torre, André-Georges Voisin.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (7<sup>e</sup> législ.) ; 2347 et annexes, 2365 (annexe n° 13), 2366 (tomes VI et VII), 2370 (tome V) et in-8° 683.

Sénat : 68 (1984-1985)

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>PRINCIPALES OBSERVATIONS .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>EXAMEN EN COMMISSION .....</b>  | <b>7</b>  |
| <b>AVANT PROPOS .....</b>  | <b>9</b>  |
| <b>PRESENTATION DES CREDITS.....</b>   | <b>11</b> |
| <br>   |           |
| <b><i>I. LES GRANDES MASSES DU BUDGET DES DOM-TOM ...</i></b>                          | <b>11</b> |
| <br>   |           |
| <b><i>A) Les dépenses ordinaires .....</i></b>   | <b>12</b> |
| 1. Les moyens des services .....   | 12        |
| 2. Les interventions publiques .....   | 13        |
| <br>   |           |
| <b><i>B) Les dépenses en capital.....</i></b>  | <b>14</b> |
| 1. Les investissements exécutés par l'Etat .....                                       | 14        |
| 2. Les subventions d'investissement.....   | 14        |
| <br>   |           |
| <b><i>II. LES PRINCIPALES ACTIONS .....</i></b>  | <b>19</b> |
| <br>   |           |
| <b><i>A) L'administration générale .....</i></b>                                       | <b>19</b> |
| 1. L'administration centrale .....   | 19        |
| 2. Les services extérieurs .....   | 20        |
| <br>   |           |
| <b><i>I I action sociale et culturelle : le SMA fait les frais de la rigueur .</i></b> | <b>20</b> |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>C) L'action économique : un effort incontestable.....</b> | <b>24</b> |
| <b>D) Les collectivités locales.....</b>                     | <b>27</b> |
| <b>E) La recherche dans les TOM .....</b>                    | <b>29</b> |

## **PRINCIPALES OBSERVATIONS**

- **Un budget moins défavorable en volume et plus volontariste**

La croissance des crédits (+ 12,29 % en francs courants) est supérieure à la hausse attendue des prix pour 1985.

Cette amélioration s'accompagne de la volonté de définir des priorités au prix, il est vrai, de certains sacrifices.

- **La priorité : l'action économique dans les DOM-TOM**

Les crédits de paiement affectés au FIDOM et au FIDES connaissent une croissance très sensible. Il reste que l'emploi de ces fonds, gérés au niveau interministériel, n'est pas aisément contrôlable lors de la discussion du budget.

- **Les moyens des services sont l'objet d'un effort de rigueur**

Les crédits de la section commune n'augmentent que de 3,08 % pour 1985 en francs courants, ce qui révèle un effort pour modérer le train de vie de l'Etat.

- **Des sacrifices sont opérés**

- Les crédits d'intervention fléchissent notamment pour l'action sociale dans les DOM et l'appui aux budgets locaux dans les TOM ;

- Les crédits de recherche dans les terres australes et antarctiques françaises (TAAF) stagnent en fonctionnement et régressent de 7,8 % en investissements ;

- Les crédits d'action sociale et culturelle consacrés au service militaire adapté (SMA) stagnent dans les DOM (+ 1,55 %) et régressent (- 2,27 %) pour la Nouvelle-Calédonie.

## **EXAMEN EN COMMISSION**

Réunie le 30 octobre 1984 sous la présidence de M. Edouard Bonnefous, président, la commission a procédé à l'examen des crédits du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Elle a tout d'abord entendu l'exposé de M. Henri Goetschy, rapporteur spécial.

A l'issue de cet exposé, M. Maurice Blin, rapporteur général, s'est interrogé sur la croissance très sensible des crédits d'action économique et a souligné l'importance des aspects politiques de l'évolution des collectivités d'outre-mer. Il a souhaité que soient mis en évidence les résultats des actions concrètes d'incitation économique.

**La commission a alors décidé de soumettre les crédits du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer à l'appréciation du Sénat.**

## AVANT PROPOS

**Mesdames, Messieurs,**

La discussion des crédits des départements et territoires d'Outre-mer figurant dans le projet de loi de finances intervient au terme d'une année particulièrement importante pour ces collectivités.

La réflexion les concernant s'est, en effet, approfondie au Sénat au cours de l'année 1984. En témoignent : le rapport d'information n° 251 préparatoire à la discussion du projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ; le rapport d'information n° 256 sur les problèmes sanitaires et sociaux et l'application du droit du travail dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ; le rapport d'information n° 491 sur la mission effectuée en Polynésie française du 22 au 29 juillet 1983.

L'activité législative a, en outre, été assez intense avec, en particulier :

- le vote de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de la Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion et de la loi n° 84-756 du 7 août 1984 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances ;

- le vote de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et de la loi n° 84-821 du même jour portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

**Il y a, à cet égard, une contradiction apparente entre le poids des réformes institutionnelles entreprises et le « piétinement » des moyens économiques et financiers consacrés aux départements et territoires d'Outre-mer.**

Ainsi, l'exécution de la loi de finances pour 1984 n'a pas commencé sous d'excellents auspices.

Dès le 29 mars, en effet, des annulations de crédits étaient décidées par arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget. Ces annulations se répartissaient comme suit :

(en France)

| SERVICE  | CHA-<br>PITRES | AUTORISA-<br>TION<br>de programme<br>annulée | CRÉDIT<br>de paiement<br>annulé |
|--|----------------|--|---------------------------------|
| <b>DEPARTEMENTS<br/>ET TERRITOIRE D'OUTRE-MER</b>  |                |  |                                 |
| <b>II. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER</b>  |                |  |                                 |
| <b>TITRE V</b>   |                |  |                                 |
| Contribution au financement des infrastructures<br>portuaires et routières de base de Guyane ..... | 58-01          | 9 810 000                                    | 4 264 000                       |
| <b>TITRE VI</b>  |                |  |                                 |
| Services militaires adapté dans les départements<br>d'outre-mer .....                              | 68.11          | 5 330 000                                    | 4 748 000                       |
| Totaux pour les départements d'outre-mer .....   |                | 15 140 000                                   | 9 012 000                       |
| <b>III. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER</b>  |                |  |                                 |
| <b>TITRE V</b>   |                |  |                                 |
| Équipement administratif .....   | 57-91          | 1 470 000                                    | 765 000                         |
| <b>TITRE VI</b>  |                |  |                                 |
| Service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie .....   | 68-10          | 1 750 000                                    | 1 575 000                       |
| Totaux pour les territoires d'outre-mer .....  |                | 3 220 000                                    | 2 340 000                       |

Votre Commission des Finances ne peut que déplorer une fois de plus le recours aux annulations de crédits en cours d'exercice, procédure qui vide de son sens le vote de la loi de finances par le Parlement.

## **PRESENTATION DES CREDITS**

### **I. LES GRANDES MASSES DU BUDGET DES DOM-TOM**

Le budget des Départements et Territoires d'Outre-mer atteint (dépenses ordinaires + crédits de paiement) 1,36 milliard de francs. Cette évolution globale appelle les observations suivantes :

- elle est légèrement plus favorable qu'en 1984 puisque, si l'on tient compte de la hausse attendue des prix en 1985 (4,5 %), elle devrait dégager une augmentation de 7,45 % des crédits en francs constants ;

- elle est sensiblement plus rapide que l'évolution des crédits de l'ensemble du budget civil de l'Etat, soit 4,63 % pour 1985 ;

- elle permet un accroissement - il est vrai, modeste - de la place des crédits des DOM-TOM qui passent à 0,15 % du budget civil de l'Etat en 1984 à 0,17 % pour 1985.

Il faut rappeler que ces crédits ne constituent qu'une faible partie (6,37 % en 1985) de l'effort d'ensemble de l'Etat en direction des DOM et des TOM, ce dernier étant retracé dans deux fascicules « jaunes » annexés aux documents budgétaires.

Les tableaux récapitulant cet effort figurent à la fin du présent rapport spécial.

Cet effort atteint 21,35 milliards de francs en 1985 soit une augmentation de + 2,2 % en francs courants par rapport à 1984 ce qui revient à un fléchissement de 2,3 % en francs constants.

L'effort de l'Etat pour les D.O.M. atteint 15,9 milliards de francs pour 1985, soit une progression de 1,92 % en francs courants par rapport à 1984.

L'effort de l'Etat pour les T.O.M. atteint 5,45 milliards de francs pour 1985, soit une progression de 3,84 % en francs courants par rapport à 1984.

Les crédits du secrétariat d'Etat sont répartis en trois sections : la section commune, les Départements d'Outre-mer et les Territoires d'Outre-mer.



Les crédits de la section commune atteignent 511,45 millions de francs pour 1985. Même s'ils n'augmentent que de 3,08 %, ils représentent 37,6 % des crédits totaux du secrétariat d'Etat.

Les crédits de la section « Départements d'Outre-mer » atteignent (DO + CP) 505,26 millions de francs pour 1985 soit une progression de 41,77 % en francs courants, due à celle des crédits du FIDOM.

La part de la section « DOM » au sein du budget du secrétariat d'Etat reste stable (36,9 % pour 1985).

Enfin, les crédits de la section « Territoires d'Outre-mer » atteignent (DO + CP) 352,8 millions de francs pour 1985, soit une progression de 24,9 % en francs courants, due à celle des crédits du FIDES.

Pour avoir une idée exacte de l'évolution des crédits, il paraît nécessaire de raisonner toutes sections confondues, en termes de dépenses ordinaires ou en capital.

#### **A. LES DEPENSES ORDINAIRES**

Les dépenses ordinaires atteignent, pour 1985, 826,994 millions de francs, soit une contraction de 2,1 % en francs courants. Cette évolution, qui révèle le souci d'appliquer au « train de vie » de l'Etat une certaine rigueur mérite d'être signalée. Les dépenses ordinaires ne représentent plus que 60,4 % des crédits du secrétariat d'Etat pour 1985 contre 68,76 % en 1984.

##### **1) Les moyens des services (Titre III)**

Les crédits du Titre III figurent intégralement à la section commune. Marqués par la rigueur budgétaire, ils ne représentent que 37,6 % des crédits du secrétariat d'Etat pour 1985 contre 40,6 % en 1984.

Principalement affectés par l'incidence en année pleine des mesures de revalorisation des rémunérations publiques pour 1984 et des provisions pour revalorisation des rémunérations, ils sont marqués en outre, pour 1985, par la suppression nette de 48 emplois (7 titulaires, 1 contractuel et 40 militaires du rang dans le cadre du service militaire adapté) représentant environ 1 % des effectifs.

Sous réserve de quelques mesures de simplification de la nomenclature, le Titre III n'appelle pas d'autre commentaire.

## **2) Les interventions publiques (Titre IV)**

Beaucoup plus préoccupante est l'évolution du Titre IV dont les crédits régressent de 7,83 % par rapport à 1984 et ne représentent plus que 23,04 % des crédits du secrétariat d'Etat, contre 28,08 % en 1984.

La section DOM et la section TOM sont à peu près également touchées par cette régression, avec respectivement des crédits inférieurs de 8,55 % et de 7,22 % en francs courants par rapport à 1984.

- S'agissant des DOM, on observe :

- la prise en charge par le ministère des Transports des liaisons aériennes de St Pierre et Miquelon (- 5,5 millions de francs) ;

- la réduction de 8,67 % des crédits d'action sociale en faveur des jeunes et des migrants étrangers à l'administration (chapitre 46-91).

- S'agissant des TOM, on observe :

- la réduction de 7,75 % en francs courants de la subvention aux budgets locaux des TOM (chapitre 41-91). Cette réduction affectera Wallis et Futuna (- 19,6 %), la Nouvelle-Calédonie (- 21,5 %) mais aussi les crédits concernant les fonctionnaires affectés dans les services territoriaux.

- la réduction d'un tiers de la subvention aux sports et aux activités socio-éducatives (chapitre 46-90, article 30).

Les mesures encourageantes sont en revanche modestes :

- ajustement de la dotation affectée à la recherche scientifique dans les terres australes et antarctiques françaises (+ 0,28 % sur le chapitre 41-91, article 22) ;

- ajustement du crédit de bourses d'enseignement supérieur destinées aux étudiants originaires des TOM (+ 26,5 % sur le chapitre 46-90 article 10).

En résumé, on peut conclure que si le secrétariat d'Etat a fait un effort incontestable de modération des dépenses ordinaires consacrées à ses propres services, il a, en revanche, fait peser la rigueur avec insistance sur l'aide au fonctionnement qu'il octroie aux plus démunis dans les DOM et aux budgets locaux dans les TOM.

## **B. LES DEPENSES EN CAPITAL**

Les dépenses en capital atteignent 542,5 millions de francs en crédits de paiement pour 1985. Elles sont marquées par un saut de + 42,38 % en francs courants par rapport à 1984 où, il faut le rappeler, elles avaient régressé de 15,6 % par rapport à 1983.

Cette évolution apparemment favorable affecte plus les DOM (+ 54,04 %) que les TOM (+ 48,56 %).

L'évolution des autorisations de programme est, en revanche moins favorable puisqu'elles régressent de - 2,79 % pour les DOM et de 4,65 % pour les TOM.

On peut ainsi craindre que la croissance brusque des crédits de paiement pour les dépenses en capital ne soit qu'« un feu de paille » en 1985.

### **1. Les investissements exécutés par l'Etat (Titre V)**

Les dépenses du Titre V atteignent 36 millions de francs en crédits de paiement pour 1985, soit une régression de 10,17 % en francs courants par rapport à 1984. Ainsi se poursuit la contraction des crédits d'investissements exécutés par l'Etat déjà observée de 1983 à 1984 (- 15,5 %).

Cette contraction affecte plus les TOM (- 20 %) que les DOM (- 9,29 %). Il en va de même pour les autorisations de programme qui stagnent à + 0,19 % pour les DOM et régressent de 10 % pour les TOM, confirmant une tendance déjà mise en évidence pour 1984.

S'agissant des DOM, on observe donc une régression de 9,29 % des crédits consacrés au financement des infrastructures portuaires et routières de base de Guyane (chapitre 58-01 article 10) ;

S'agissant des TOM, les crédits d'équipement administratif de l'administration centrale et des TOM régressent de 20 % pour 1985 (chapitre 57-91).

### **2. Les subventions d'investissement (Titre VI)**

Les crédits du Titre VI atteignent 506,5 millions de francs pour 1985 en crédits de paiement, soit une augmentation de 48,5 % en francs courants par rapport à 1984.

| Crédits des DOM-TOM<br>(francs)                                       | Crédits votés<br>pour 1984 | Services votés       | Mesures<br>nouvelles | Total<br>pour 1985   | Variation<br>1985/1984 |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| <b><u>I - DEPENSES ORDINAIRES</u></b>                                 |                            |                      |                      |                      |                        |
| - Titre III.<br>. Moyens des services<br>. Section commune            | 496.153.813                | 502.308.291          | + 9.142.319          | 511.450.610          | + 3,08 %               |
| - Titre IV. Interventions<br>publiques                                |                            |                      |                      |                      |                        |
| . D O M .....   | 156.917.593                | 156.917.593          | - 13.417.593         | 143.500.000          | - 8,55 %               |
| . T O M .....   | 185.433.679                | 185.433.679          | - 13.390.238         | 172.043.441          | - 7,22 %               |
| Total Titre IV  | 342.351.272                | 342.351.272          | - 26.807.831         | 315.543.441          | - 7,83 %               |
| - Total Dépenses ordinaires   | 838.505.085                | 844.659.563          | - 17.665.512         | 826.994.051          | - 2,1 %                |
| <b><u>II - DEPENSES EN CAPITAL</u></b>                                |                            |                      |                      |                      |                        |
| - Titre V. Investissements<br>exécutés par l'Etat                     |                            |                      |                      |                      |                        |
| . DOM : AP .....  | 39.240.000                 | -                    | -                    | 39.316.000           | + 0,19 %               |
| CP .....  | 35.280.000                 | 8.410.000            | 23.590.000           | 32.000.000           | - 9,29 %               |
| . TOM : AP .....  | 5.886.000                  | -                    | -                    | 5.297.000            | - 10 %                 |
| CP .....  | 4.800.000                  | 1.939.000            | 2.061.000            | 4.000.000            | - 20 %                 |
| Total Titre V (CP)  | 40.080.000                 | 10.349.000           | 25.651.000           | 36.000.000           | - 10,17 %              |
| - Titre VI. Subventions d'in-<br>vestissement accordées par<br>l'Etat |                            |                      |                      |                      |                        |
| . DOM : AP .....  | 360.671.000                | -                    | -                    | 350.604.000          | - 2,79 %               |
| CP .....  | 214.072.000                | 170.230.000          | 159.530.000          | 329.760.000          | + 54,04 %              |
| . TOM : AP .....  | 173.459.000                | -                    | -                    | 165.387.000          | - 4,65 %               |
| CP .....  | 126.882.000                | 86.281.000           | 90.481.000           | 176.762.000          | + 39,31 %              |
| Total Titre VI (CP)   | 340.954.000                | 256.511.000          | 250.011.000          | 506.522.000          | + 48,56 %              |
| - Total Dépenses en capital (CP)                                      | 381.034.000                | 266.860.000          | 275.662.000          | 542.522.000          | + 42,38 %              |
| <b>TOTAL (DO + CP) pour les<br/>DOM - TOM</b>                         | <b>1.219.539.085</b>       | <b>1.111.519.563</b> | <b>257.996.488</b>   | <b>1.369.516.051</b> | <b>+ 12,29 %</b>       |

Combinée avec l'effort de rigueur observé sur les dépenses ordinaires, cette augmentation traduit un certain volontarisme dont on pourrait se réjouir mais elle appelle aussitôt deux remarques :

- si les crédits de paiement évoluent favorablement (+ 54 % pour les DOM et + 39,3 % pour les TOM), en revanche les autorisations de programme régressent en francs courants (- 2,79 % pour les DOM et - 4,65 % pour les TOM) ; on peut se demander, dans cette perspective, si le progrès constaté pour 1985 ne sera pas sans lendemain ;

- en outre, la progression des crédits de paiement est due exclusivement au « gonflement » du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du fonds d'investissement et de développement économique et social dans les territoires d'outre-mer (FIDES). Or ces fonds présentent la double caractéristique d'être gérés de façon interministérielle, le rôle du secrétariat d'Etat restant modeste, et surtout d'être difficilement contrôlables dans leur emploi ce qui rend malaisée l'appréciation que peut en faire le Parlement.

S'agissant des DOM, on observe ainsi :

- la baisse de 14,3 % des crédits destinés à des travaux d'intérêt local (chapitre 67.51) et celle de 9,9 % des crédits consacrés au service militaire adapté (chapitre 68.11) ;

- l'apparition de quelques crédits destinés aux grosses réparations des édifices culturels (0,98 million de francs sur le chapitre 68.20) et aux constructions publiques des collectivités locales (+ 1,57 million de francs sur le chapitre 68.50) ;

- mais c'est surtout le FIDOM qui traduit un effort avec :

- une progression de 29,9 % des crédits de paiement consacrés aux opérations relevant de l'action directe de l'Etat (chapitre 68.01) ;

- l'abondement, pour la première fois, d'une section régionale, avec 53 millions de francs sur le chapitre 68.03 nouveau ;

- une progression de 38,35 % des crédits de paiement affectés aux départements (chapitre 68.04).

S'agissant des TOM, on observe :

- une contraction de 7,8 % de la subvention à la recherche scientifique dans les terres australes et antarctiques françaises (chapitre 68.05) ;

- une contraction de 10 % des crédits consacrés au service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie (chapitre 68.10). On peut regretter cette contraction dans la mesure où cette procédure, étendue en 1984 pour la première fois à la Nouvelle-Calédonie, était encore dans une période probatoire ;

- en revanche, le FIDES, comme le FIDOM, croît sensiblement en crédits de paiement :

- les crédits de la section générale croissent de 51,1 % par rapport à 1984 (chapitre 68.90) ;
- les crédits de la section des territoires croissent de 36,9 % (chapitre 68.92).

## II. LES PRINCIPALES ACTIONS

### A. L'ADMINISTRATION GENERALE

Sous le vocable d'administration générale, le présent rapport spécial réunit l'étude des crédits de l'administration centrale (action 01) et des services extérieurs (actions 02 et 03), qu'ils figurent à la section commune ou à la section TOM.

#### 1) L'administration centrale

Les crédits de l'administration centrale atteignent, toutes sections confondues, 55,53 millions de francs pour 1985, soit une augmentation de 1,38 % en francs courants par rapport à 1984. Ils représentent 4,27 % des crédits totaux du ministère.

- Les crédits en moyens de services (Titre III) atteignent 53,53 millions de francs pour 1985, soit une progression de 2,4 % en francs courants.

Ils sont, pour l'essentiel, affectés par les extensions en année pleine des mesures de revalorisation des rémunérations publiques prévues en 1984 ainsi que par les provisions pour hausse des rémunérations en 1985.

Votre Commission observe qu'un effort de modération de la consommation des frais de déplacement (chapitre 34-01) est perceptible en 1984.

Au titre des mesures nouvelles pour 1985, il faut souligner :

- l'abondement à hauteur de 1 million de francs d'un chapitre 34-95, article 10 nouveau, destiné à l'acquisition de matériel informatique ;

- la suppression de trois emplois dans le cadre du redéploiement des effectifs aboutissant à une économie de 0,3 millions de francs.

- Les crédits d'équipement administratif du Titre V (chapitre 57-91, article 10) n'atteignent que 2 millions de francs, soit une contraction de 20 % en crédits de paiement et en francs courants qui fait suite au fléchissement déjà constaté pour 1984.

## **2) Les services extérieurs**

Les crédits affectés aux services extérieurs atteignent 204,12 millions de francs (dépenses ordinaires + crédits de paiement) pour 1985, soit une augmentation de 3,65 % en francs courants par rapport à 1984.

Ils représentent 15,6 % de l'ensemble des crédits du ministère.

- Les crédits de fonctionnement des services extérieurs dans les DOM augmentent de 3,9 % par rapport à 1984, en francs courants.

Au titre des mesures nouvelles, il faut souligner la suppression de 5 emplois des services des préfectures dans le cadre du redéploiement des effectifs.

Votre Commission des Finances observe, à la suite du contrôleur financier, que la gestion du chapitre 34-11 (frais de déplacement) a rencontré des difficultés en 1984 : retards dans le règlement de certaines factures de 1983 ; déséquilibres à la suite de nombreuses mutations de fonctionnaires, accordées notamment pour faciliter l'affectation de ceux-ci dans leur département d'origine.

- S'agissant des TOM, les crédits de fonctionnement des services extérieurs croissent de 3,7 % en francs courants par rapport à 1984.

En revanche, les crédits de paiement du Titre V, destinés à l'équipement administratif, n'atteignent que 2 millions de francs et fléchissent de 13 %. Les autorisations de programme fléchissent, elles, de 10,3 %.

**B. L'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE** : le service militaire adapté fait les frais de la rigueur

Les crédits consacrés à l'action sociale et culturelle atteignent (dépenses ordinaires + crédits de paiement) au total 347,81 millions de francs pour 1985, soit une contraction de 1,09 % en francs courants par rapport à 1984.

Ils représentent cependant, à eux seuls, 26,75 % des crédits des DOM-TOM pour 1985.

- S'agissant des D.O.M., les moyens des services (Titre III) représentent la masse principale avec 220,08 millions de francs pour 1985, soit une augmentation de 2,72 % en francs courants par rapport à 1984.

La principale mesure nouvelle consiste en la suppression de 40 emplois de militaires du rang du service militaire adapté (SMA) dans le cadre du redéploiement des effectifs.



Les crédits d'intervention, quant à eux, n'atteignent que 80,31 millions de francs et fléchissent de 8,61 % en francs courants par rapport à 1984.

Cette baisse est due à une réduction de 7,44 millions de francs des crédits d'action sociale en faveur des jeunes et des migrants étrangers à l'administration (chapitre 46.91) et à la consolidation des transferts de crédits intervenus en 1984 au titre du Commissariat général de la langue française (- 0,13 million de francs sur le chapitre 41.52).

Votre Commission émet la crainte que la contraction des crédits du chapitre 46.91 article 30 ne compromette en partie l'action de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'Outre-mer (A.N.T.), notamment dans le domaine de la formation professionnelle, des relations associatives et des voyages à tarif réduit.

Enfin, les subventions d'équipement au titre du service militaire adapté (Titre VI) n'atteignent que 19,19 millions de francs soit un fléchissement de 9,9 % en francs courants.

- S'agissant des T.O.M., les moyens des services (Titre III) atteignent 15,22 millions de francs soit une augmentation de 1,46 % en francs courants, qui s'accompagne de diverses mesures de simplification de la nomenclature budgétaire.

Les crédits d'intervention (Titre IV) atteignent, quant à eux, 6,71 millions de francs pour 1985 soit une augmentation de 8,05 % en francs courants par rapport à 1984. Il faut à cet égard souligner l'érosion de 0,35 million de francs des crédits destinés aux sports et aux activités socio-éducatives (chapitre 46.90 article 30) et, en revanche, l'augmentation de 0,85 million de francs des crédits de bourses d'enseignement supérieur destinées aux étudiants originaires des T.O.M.

Votre Commission souligne qu'une partie des crédits inscrits à l'article 10 « Action sociale » est versée au Centre International des Etudiants et Stagiaires (C.I.E.S.) conformément aux dispositions d'une convention par laquelle le secrétariat d'Etat a confié à cette association la gestion des bourses d'enseignement supérieur accordées aux étudiants originaires des T.O.M.

De même, le C.I.E.S. assure le paiement d'une partie des dépenses afférentes aux stages de formation professionnelle ainsi que des frais de transport entre la métropole et les T.O.M. au titre de l'article 30 « Sports et activités socio-éducatives ». Cet article couvre également les subventions versées à diverses fédérations sportives et associations, notamment pour payer les frais de voyage d'artistes, de sportifs et d'animateurs.

Enfin, les subventions d'équipement au titre du service militaire adapté fléchissent de 10 % (chapitre 68.10).

#### - Le service militaire adapté

Au sein de l'action sociale et culturelle, l'ensemble des crédits consacrés au service militaire adapté représente 256,6 millions de francs en 1985. Il convient d'observer que la part des crédits consacrés à cette action dans le budget du secrétariat d'Etat régresse de 20,79 % en 1984 à 18,69 % pour 1985.

Cette régression semble traduire plutôt la facilité avec laquelle des réductions de crédits peuvent être opérées dans ce domaine que dans d'autres, qu'une quelconque désaffection à l'égard de cette procédure.

Il est ainsi intéressant d'observer que sur les 48 suppressions nettes d'emplois décidées pour le secrétariat d'Etat en 1985, 40 le sont pour des postes de militaires affectés au service militaire adapté.

#### ● Le SMA dans les D.O.M.

Pour 1985, les crédits (DO + CP) consacrés au SMA dans les DOM devraient régresser de quelque 2,83 % en francs constants par rapport à 1984 (cf. tableau).

Selon les services concernés, les perspectives 1985 du SMA dans les DOM sont notamment :

- le développement de la section de marins-pêcheurs en Guadeloupe par le doublement du nombre de stagiaires (20 à 40),
- la construction de maisons en bois en Guyane en liaison avec l'AFME avec des matériels utilisant les énergies renouvelables.

#### Le service militaire adapté dans les DOM

| Intitulé                      | Chapitre | Articles | 1984        | 1985        | Variation 1985/1984<br>% en francs constants |
|-------------------------------|----------|----------|-------------|-------------|--|
| Soldes et traitements         | 31.41    | 10       | 132.780.377 | 137.569.432 | ) + 3,78 %<br>)<br>)                         |
|                               |          | 30       | 5.777.915   | 5.995.241   |  |
|                               |          | 40       | 2.209.912   | 2.286.434   |  |
| Frais de déplacement          | 34.11    | 50       | 9.917.090   | 9.917.090   | -  |
| Matériel                      | 34.12    | 40       | 19.842.062  | 19.165.737  | - 3,6 %                                      |
| Alimentation                  | 34.42    | 10       | 33.634.241  | 35.273.241  | + 1,6 %                                      |
| Carburants et lubrifiants     | 34.91    | 20       | 2.092.710   | 1.990.856   | - 4,7 %                                      |
| Matériel automobile           | 34.92    | 20       | 3.974.431   | 3.744.942   | - 5 %  |
| Subventions d'équipement (CP) | 68.11    | 10       | 21.329.000  | 19.198.000  | - 9,9 %                                      |
| Total (DO + CP)               |          |          | 231.557.738 | 235.140.973 | + 1,55 %                                     |

● LE SMA en Nouvelle-Calédonie

Votre Commission des Finances avait salué avec intérêt l'extension, en 1984, de la procédure du SMA à la Nouvelle-Calédonie, estimant qu'il faudrait en analyser les résultats.

Ces résultats semblent assez décevants. Un détachement précurseur devait être mis en place dès cet été pour diriger les travaux de construction du cantonnement.

Mais l'acquisition du terrain a entraîné un retard dans le démarrage de l'opération. Ce problème a été réglé, selon les services concernés, par l'attribution d'un terrain à Koumac le 17 juillet 1984.

Pour 1985, les crédits (DO + CP) consacrés au SMA en Nouvelle-Calédonie régressent de 6,48 % en francs constants par rapport à 1984 (cf. tableau).

L'incorporation des premiers stagiaires devrait s'effectuer en septembre 1985, et le fonctionnement normal être assuré fin 1985.

Le nombre de stagiaires formés devrait être de 100. Les formations dispensées seraient les suivantes :

- formation agricole : maraîchage, arboriculture, élevage ;
- formation en maintenance de l'habitat rural : maçonnerie, menuiserie, électricité du bâtiment (éventuellement installation sanitaire) ;
- formation de secourisme en vue de l'intervention de cette unité en cas de cataclysmes.

**Le service militaire adapté  
en Nouvelle-Calédonie**

| Intitulé                       | Chapitre | Article | 1984              | 1985              | Variation 1985/1984<br>% en francs courants |
|--------------------------------|----------|---------|-------------------|-------------------|---|
| Remboursement à la Défense     | 31.42    | 10      | 8.500.000         | 8.845.100         | + 4,05 %                                    |
| Frais de déplacement           | 34.11    | 70      | 2.440.000         | 2.440.000         | -   |
| Matériel                       | 34.12    | 60      | 1.400.000         | 1.372.000         | - 2 %                                       |
| Alimentation                   | 34.42    | 30      | 1.300.000         | 1.328.000         | + 2,15 %                                    |
| Carburants et lubrifiants      | 34.91    | 30      | 460.000           | 410.800           | - 10,6 %                                    |
| Matériel automobile            | 34.92    | 30      | 900.000           | 832.000           | - 7,55 %                                    |
| Subvention d'équipement (C.P.) | 68.10    | 10      | 7.000.000         | 6.300.000         | - 10 %                                      |
| <b>Total (DO + CP)</b>         |          |         | <b>22.000.000</b> | <b>21.527.800</b> | <b>- 2,27 %</b>                             |

**C. L'ACTION ECONOMIQUE : un effort incontestable**

Les crédits destinés à l'action économique dans les DOM-TOM, qui représentaient 29,5 % de l'ensemble des crédits du secrétariat d'Etat en 1984 voient leur part s'accroître très sensiblement. Ils représentent, en effet, 39,95 % des crédits du secrétariat d'Etat pour 1985.

Ce bond en avant se traduit clairement dans le tableau ci-dessous.

(millions de francs)

| Action économique                          | Budget voté<br>1984 | Prévisions<br>1985 | Variation<br>1985-1984<br>(% francs courants) |
|--|---------------------|--------------------|---|
| Dépenses ordinaires<br>Titre III - TOM     | 20                  | 20,481             | + 2,4 %                                       |
| Dépenses en capital<br>Titre V (CP)<br>DOM | 35,28               | 32                 | - 9,29 %                                      |
| Titre VI (CP)<br>DOM                       | 192,143             | 308,363            | + 60,48 %                                     |
| TOM  | 107,013             | 158,612            | + 48,21 %                                     |
| Total DC (CP)<br>DOM                       | 227,423             | 340,363            | + 49,66 %                                     |
| TOM  | 107,013             | 158,612            | + 48,21 %                                     |
| <b>TOTAL DOM-TOM<br/>(DO + CP)</b>         | <b>354,436</b>      | <b>519,456</b>     | <b>+ 46,55 %</b>                              |

1) S'agissant des D.O.M., au titre V, votre Commission constate le fléchissement de 9,29 % des crédits de paiement consacrés aux infrastructures portuaires et routières de base en Guyane. Les crédits ouverts au chapitre 58.01 étaient utilisés en majeure partie, en 1983-1984, au financement des quais du port de Degrad des Cannes.

Au titre VI, les crédits de paiement affectés au Fonds d'Investissement des D.O.M. (FIDOM) atteignent, au total, 308,363 millions de francs pour 1985 soit une augmentation de 60,48 % en francs courants par rapport à 1984.

Les crédits de la section générale atteignent 161,28 millions de francs (+ 29,8 %). Tout en étant consciente des difficultés locales de réalisation de nombreuses opérations de développement agricole et d'aménagement rural, votre Commission des Finances émet le souhait que le rythme de consommation des crédits s'améliore pour cette section.

Une section régionale apparaît avec la création d'un article 68.03. Cette section est abondée à hauteur de 53 millions de francs en crédits de paiement et 77 millions de francs en autorisations de programmes.

Enfin, les crédits de paiement de la section départementale (chapitre 68.04) atteignent 94,07 millions de francs (+ 38,3 %). Il faut rappeler que les crédits de ce chapitre sont répartis par le comité directeur du FIDOM et les opérations sur lesquelles ils portent, arrêtées et exécutées par les conseils généraux.

Votre Commission des Finances exprime le souhait que l'augmentation des dotations du FIDOM permette, en particulier, pour l'île de Mayotte, l'achèvement rapide de la réparation des dégâts du cyclone « Kamisy » et la mise en oeuvre de la ligne aérienne vers la Réunion, condition essentielle du développement de Mayotte.

Elle souhaite, en outre, que les opérations en cours de rénovation de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) soit menées à bien et que l'acquisition, en cours, d'un avion de type « twin-otter » permette l'amélioration de la desserte intérieure en Guyane.

2) S'agissant des T.O.M., on constate, au titre III, un ajustement des crédits de rémunération destinés aux personnels des offices en Nouvelle-Calédonie (+ 0,48 million de francs sur le chapitre 36.01).

Les crédits de ce chapitre révèlent, en réalité, une stagnation (+ 2,4 % en francs courants). Ils devraient être répartis comme suit :

- 9,14 millions de francs pour l'office foncier,
- 6,24 millions de francs pour l'office de développement de l'intérieur et des îles,
- 5,08 millions de francs pour l'office culturel, scientifique et technique.

Ce sont, en fait, les crédits de paiement du titre VI destinés au fonds d'investissement pour le développement économique et social dans les T.O.M. (FIDES) qui connaissent un **exceptionnel ressaut**. Ils atteignent, au total, 158,6 millions de francs, soit **une progression de 48,21 % par rapport à 1984**.

La subvention au titre de la section générale du FIDES atteint 129,5 millions de francs pour 1985, soit une augmentation de 51,1 % en francs constants par rapport à 1984.

Quant à la subvention à la section des territoires, elle atteint 29,1 millions de francs, soit une hausse de 37,2 % par rapport à 1984.

Votre Commission des Finances, tout en convenant que l'éloignement des territoires rend difficile la réalisation dans les délais prévus des opérations programmées, émet le souhait que l'on puisse **améliorer le taux de consommation des crédits de la section générale** qui n'a pas dépassé 62,5 % en crédits de paiement pour 1983 selon le rapport du contrôleur financier.

3) D'une façon générale, votre Commission des Finances prend acte de l'effort incontestable mené pour les crédits de paiement au titre du FIDOM et du FIDES, mais elle observe :

- que les autorisations de programme n'évoluent pas aussi favorablement que les crédits de paiement, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous :

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME

(millions de francs)

|                           | 1984          | 1985          | Variation<br>1985/1984<br>(francs courants) |
|---------------------------|---------------|---------------|---|
| <b>I - FIDOM</b>          |               |               |   |
| - section générale        | 234,34        | 160,31        |   |
| - section régionale       | -             | 77,7          |   |
| - section départementale  | 105           | 93,39         |   |
| <b>Total FIDOM</b>        | <b>339,34</b> | <b>331,4</b>  | <b>- 2,33 %</b>                             |
| <b>II - FIDES</b>         |               |               |   |
| - section générale        | 122,46        | 118,21        |   |
| - section des territoires | 30,97         | 27,87         |   |
| <b>Total FIDES</b>        | <b>153,43</b> | <b>146,08</b> | <b>- 4,79 %</b>                             |

On peut donc craindre que le ressaut des crédits de paiement constaté en 1984 ne soit qu'un « feu de paille » alors que les besoins d'équipement sont nombreux, notamment en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna et en Polynésie française.

Votre commission observe, en outre, que la gestion des crédits du FIDOM et du FIDES est interministérielle. Ainsi, les crédits de la section générale du FIDES sont orientés par le comité directeur du FIDES et gérés par la caisse centrale de coopération économique.

Il en résulte que le contrôle que peut exercer le Parlement sur l'emploi de ces crédits est malaisé.

#### **D. LES COLLECTIVITES LOCALES**

L'évolution des crédits consacrés aux collectivités locales au sein du budget des DOM-TOM n'est pas favorable sur un plan global. Ces crédits régressent, en effet, de 8,15 % en francs courants par rapport à 1984. Ils ne représentent que 15,8 % de l'ensemble des crédits du secrétariat d'Etat.

Tout en ne méconnaissant pas les effets de la globalisation des subventions, votre Commission des Finances observe a priori qu'il existe une contradiction au moins apparente entre la multiplication de réformes institutionnelles qu'ont inspirée les départements et territoires d'outre-mer, dans la période récente, dans le cadre de la décentralisation, et la médiocre évolution des crédits d'aide aux collectivités locales.

- S'agissant des D.O.M., les crédits d'intervention fléchissent de 8,47 % par rapport à 1984. Ce fléchissement est, il est vrai, imputable pour l'essentiel à la prise en charge par le ministère des Transports de la liaison aérienne de St Pierre-et-Miquelon (- 5,5 millions de francs sur le chapitre 41.52 article 10).

En revanche, les crédits de subventions d'équipement connaissent une croissance, passant de 0,6 million de francs en 1984 à 2,19 millions en 1985.

Une somme de 98.000 francs est prévue pour couvrir les grosses réparations des édifices culturels appartenant aux collectivités locales des DOM (chapitre 68.20). Votre Commission observe que ces crédits sont inférieurs à ceux qui avaient été votés pour 1983 et souhaite que leur consommation soit accélérée.

En outre, 1,647 million de francs est prévu pour les constructions publiques des collectivités locales.

Tout en prenant acte du « bond » que font ces crédits qui n'atteignaient que 70.000 francs en 1984, votre Commission souhaite que les travaux entrepris grâce à eux soient réalisés aussi rapidement que possible.

Les crédits de travaux d'équipement divers d'intérêt local (chapitre 67.51 article 10) fléchissent, en revanche, de 14,3 % en francs courants par rapport à 1984.

Quant à l'article 20 du chapitre 67.51 consacré au programme civil de défense, il n'est inscrit en loi de finances initiale que pour mémoire. Ce chapitre est, en effet, abondé en cours d'exercice par des crédits en provenance du budget du Secrétariat Général de la Défense nationale (SGDN).

Pour 1984, l'arrêté du 2 juillet 1984 du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget a ainsi transféré 1.736.000 francs en AP et en CP du chapitre 57.02 du budget du SGDN au chapitre 67.51 du budget des DOM-TOM.

Tout en étant bien consciente de l'utilité de ces crédits, votre Commission des Finances observe qu'un tel transfert du Titre V au Titre VI n'est pas exactement conforme aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 14 de l'ordonnance n° 59.2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances selon lesquelles le transfert ne doit pas modifier la nature de la dépense.

Pour 1985, votre Commission souhaite qu'il soit mis fin à de telles pratiques qui vident de son sens le vote du budget par le Parlement.

- S'agissant des T.O.M., les crédits d'intervention (Titre IV) atteignent 140,9 millions de francs soit un fléchissement de 9,03 % par rapport à 1984.

La ventilation de subvention aux budgets locaux des TOM est peu encourageante (chapitre 41.91) : stagnation pour les îles de l'Océan indien et Clipperton ainsi que pour les terres australes et antarctiques françaises alors que cette subvention représente 85,7 % du budget de fonctionnement des TAAF en 1984, - 19,4 % pour Wallis et Futuna, - 21 % pour la Nouvelle-Calédonie.

Quant aux crédits consacrés aux 231 fonctionnaires métropolitains affectés dans les services territoriaux, ils fléchissent de 17,9 % par rapport à 1984. Votre Commission observe que les deux tiers de ces fonctionnaires sont affectés en Polynésie française.



## **E. LA RECHERCHE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

Les crédits consacrés à la recherche dans les territoires d'outre-mer atteignent (dépenses ordinaires + crédits de paiement) 36,2 millions de francs soit une contraction de 2,42 % en francs courants par rapport à 1984.

On constate une quasi-stagnation des crédits du Titre IV consacrés aux terres australes et antarctiques françaises. Ces crédits atteignent 24,3 millions de francs sur le chapitre 41.91 article 22 pour 1985. Il faut rapprocher cette observation de celle -identique- faite concernant la subvention d'équilibre aux TAAF.

Le financement de la recherche est, en outre, obéré par les problèmes -déjà évoqués l'an passé- d'affrètement du navire « Marion Dufresne ». Ce navire qui assure, outre la relève des districts austraux, des campagnes océanographiques est d'un fonctionnement onéreux. Son loyer absorbe 33,8 % des crédits de fonctionnement des TAAF. Votre Commission des Finances suggère que soit entreprise avec les partenaires concernés une renégociation de la formule contractuelle d'actualisation de ce loyer.

Les crédits d'équipement du budget civil de recherche n'atteignent, quant à eux, que 11,85 millions de francs pour 1985, soit une contraction de 7,85 % par rapport à 1984 en francs courants.

Soulignant l'importance du programme de recherche à poursuivre dans les TAAF et le coût croissant des transports maritimes, votre Commission des Finances s'interroge aux fins de savoir si la réalisation d'un aérodrome en Terre-Adélie serait génératrice d'économies. Elle souhaite avoir connaissance du dossier financier et de l'étude d'impact relatifs à cette opération en attente d'une décision gouvernementale.

Elle suggère que soient étudiées des solutions alternatives comme l'acquisition d'avions munis de trains à skis ou d'un cargo polaire porte-aéronefs dont la construction pourrait être confiée aux chantiers navals français, afin qu'au regard de tous les éléments d'appréciation, la meilleure - ou la moins mauvaise - solution puisse être mise en œuvre.

## ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER CONSACRÉ AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER

(En millions F)

|   | 1984                 |                  |                  | 1985                 |                  |                  |
|---|----------------------|------------------|------------------|----------------------|------------------|------------------|
|   | Gestion des services | Crédits affectés | Total            | Gestion des services | Crédits affectés | Total            |
| <b>I. DÉPENSES CIVILES</b>  |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| Affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi : |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| II. Santé et solidarité nationale.                                  | "                    | 117,556          | 117,556          | "                    | 125,506          | 125,506          |
| III. Emploi - Travail.....  | "                    | 14,147           | 14,147           | "                    | 10,704           | 10,704           |
| Agriculture.....  | "                    | 22,830           | 22,830           | "                    | 29,733           | 29,733           |
| Anciens combattants.....  | 0,442                | 39,871           | 40,313           | 0,487                | 41,260           | 41,747           |
| Commerce, artisanat et tourisme :                                   |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| I. Commerce et artisanat.....                                       | "                    | 0,180            | 0,180            | "                    | 0,275            | 0,275            |
| II. Tourisme.....   | "                    | 0,375            | 0,375            | "                    | "                | "                |
| Culture.....  | "                    | 4,902            | 4,902            | "                    | 1,702            | 1,702            |
| Départements et territoires d'outre-mer.....                        | 36,567               | 427,029          | 463,596          | 38,539               | 467,570          | 506,109          |
| Économie, finances et budget :                                      |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| I. Charges communes.....  | "                    | 422,000          | 422,000          | "                    | 455,000          | 455,000          |
| II. Services financiers.....  | "                    | 73,687           | 73,687           | "                    | 76,457           | 76,457           |
| Éducation nationale :   |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| I. Enseignement scolaire.....                                       | 6,100                | 1,379,074        | 1,385,174        | 6,100                | 1,443,178        | 1,449,278        |
| Intérieur et décentralisation.....                                  | 1,017                | 119,792          | 120,809          | 1,050                | 115,202          | 116,252          |
| Jeunesse et sports.....   | "                    | 9,289            | 9,289            | "                    | 9,389            | 9,389            |
| Justice.....  | "                    | 50,557           | 50,557           | "                    | 44,858           | 44,858           |
| Mer.....  | 0,205                | 9,382            | 9,587            | 0,208                | 9,401            | 9,609            |
| Postes et télécommunications.....                                   | "                    | 41,699           | 41,699           | "                    | 42,200           | 42,200           |
| Recherche et technologie.....                                       | "                    | 104,854          | 104,854          | "                    | 112,307          | 112,307          |
| Redéploiement industriel.....                                       | "                    | 2,389            | 2,389            | "                    | 2,443            | 2,443            |
| Services du Premier Ministre :                                      |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| I. Services généraux.....   | "                    | 0,097            | 0,097            | "                    | "                | "                |
| Urbanisme, logement et transports :                                 |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| I. Urbanisme et logement.....                                       | 1,239                | 6,257            | 7,496            | 1,429                | 5,937            | 7,366            |
| II. Transports :  |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| 2. Aviation civile.....   | 4,685                | 165,850          | 170,535          | 4,780                | 168,447          | 173,227          |
| 3. Transports intérieurs.....                                       | "                    | 9,000            | 9,000            | "                    | "                | "                |
| <b>Totaux (I).....</b>  | <b>50,255</b>        | <b>3,020,817</b> | <b>3,071,072</b> | <b>52,593</b>        | <b>3,161,569</b> | <b>3,214,162</b> |
| <b>II. DÉPENSES MILITAIRES</b>                                      |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| Défense :   |                      |                  |                  |                      |                  |                  |
| Section commune.....  | 198,858              | 250,682          | 449,540          | 191,245              | 238,020          | 429,255          |
| Service des essences.....   | "                    | 4,482            | 4,482            | "                    | 5,800            | 5,800            |
| Section air.....  | "                    | 110,448          | 110,448          | "                    | 114,654          | 114,654          |
| Section forces terrestres.....                                      | 28,402               | 579,557          | 608,019          | 30,960               | 599,393          | 630,353          |
| Section marine.....   | "                    | 747,665          | 747,665          | "                    | 778,559          | 779,559          |
| Section gendarmerie.....  | "                    | 240,967          | 240,967          | "                    | 263,074          | 263,074          |
| Départements et territoires d'outre-mer.....                        | "                    | 22,000           | 22,000           | "                    | 21,527           | 21,527           |
| <b>Totaux (II).....</b>   | <b>227,320</b>       | <b>1,955,801</b> | <b>2,183,121</b> | <b>222,205</b>       | <b>2,021,027</b> | <b>2,243,232</b> |
| <b>Totaux généraux.....</b>   | <b>277,575</b>       | <b>4,976,618</b> | <b>5,254,193</b> | <b>274,798</b>       | <b>5,182,596</b> | <b>5,467,394</b> |
|   |                      | (1)              | (1)              |                      | (1)              | (1)              |

(1) Non compris dotation globale de fonctionnement :

|           |         |
|-----------|---------|
| 1984..... | 239,027 |
| 1985..... | 252,771 |

## ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER CONSCRÉ AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

(en millions F)

|  | 1984                 |                      |                      | 1985                 |                      |                      |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|  | Gestion des services | Crédits affectés     | Total                | Gestion des services | Crédits affectés     | Total                |
| <b>I. Dépenses civiles</b>   |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| <b>Affaires sociales et solidarité nationale, Travail, santé, emploi :</b> |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Section commune.....  | "                    | 2,033                | 2,033                | "                    | 1,999                | 1,999                |
| II. Santé et solidarité nationale.   | "                    | 2,243,164            | 2,243,164            | "                    | 2,146,436            | 2,146,436            |
| III. Emploi-Travail.....   | 1,432                | 245,810              | 247,242              | 1,464                | 218,073              | 219,537              |
| Agriculture.....   | 0,917                | 197,088              | 198,005              | 0,954                | 170,565              | 171,519              |
| Anciens combattants.....   | 3,032                | 60,088               | 63,120               | 3,219                | 60,441               | 63,660               |
| <b>Commerce artisanat et tourisme :</b>                                    |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Commerce et artisanat.....  | "                    | 5,617                | 5,617                | "                    | 5,218                | 5,218                |
| II. Tourisme.....  | "                    | 3,247                | 3,247                | "                    | 0,258                | 0,258                |
| Culture.....   | 7,345                | 26,911               | 34,256               | 4,426                | 16,801               | 21,227               |
| Départements et territoires d'outre-mer.....                               | 16,295               | 482,654              | 498,949              | 16,724               | 587,603              | 604,327              |
| <b>Économie, finances et budget :</b>                                      |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Charges communes.....   | "                    | 850,000              | 850,000              | "                    | 915,000              | 915,000              |
| II. Services financiers.....   | 3,290                | 575,645              | 578,935              | 3,540                | 581,677              | 585,217              |
| <b>Éducation nationale :</b>   |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Enseignement scolaire.....  | 24,400               | 5,286,539            | 5,310,939            | 24,500               | 5,463,433            | 5,487,933            |
| II. Enseignement universitaire...  | "                    | 98,786               | 98,786               | "                    | 101,990              | 101,990              |
| Environnement.....   | 0,280                | 5,425                | 5,705                | 0,290                | 13,278               | 13,568               |
| Intérieur et décentralisation.....   | 8,339                | 433,217              | 441,556              | 9,156                | 354,604              | 363,760              |
| Jeunesse et sports.....  | 0,400                | 43,881               | 44,281               | 0,420                | 32,824               | 33,244               |
| Justice.....   | "                    | 220,858              | 220,858              | "                    | 278,994              | 278,994              |
| Mer.....   | 0,357                | 218,999              | 219,356              | 0,360                | 196,016              | 196,376              |
| Postes et télécommunications....   | 7,320                | 1,314,214            | 1,321,534            | 8,010                | 1,366,244            | 1,374,254            |
| Redéploiement industriel.....  | "                    | 9,585                | 9,585                | "                    | 9,899                | 9,899                |
| Recherche et technologie.....  | "                    | 108,507              | 108,507              | "                    | 118,711              | 118,711              |
| <b>Services du Premier ministre :</b>                                      |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Services généraux.....  | "                    | 288,582              | 288,582              | "                    | 298,501              | 298,501              |
| <b>Urbanisme, logement et transports :</b>                                 |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| I. Urbanisme et logement.....  | 1,922                | 822,388              | 824,310              | 1,832                | 833,989              | 835,821              |
| II. Transports :   |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| 2. Aviation civile.....  | 4,620                | 142,292              | 146,912              | 4,720                | 149,762              | 154,482              |
| 3. Transports intérieurs.....  | "                    | 90,099               | 90,099               | "                    | 56,847               | 56,847               |
| <b>Totaux (I).....</b>   | <b>79,949</b>        | <b>13.775,629</b>    | <b>13.855,578</b>    | <b>79,815</b>        | <b>13.979,163</b>    | <b>14.058,778</b>    |
| <b>II. Dépenses militaires</b>   |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| <b>Défense :</b>   |                      |                      |                      |                      |                      |                      |
| Section commune.....   | 118,819              | 155,720              | 274,539              | 119,046              | 164,957              | 284,043              |
| Section air.....   | "                    | 84,844               | 84,844               | "                    | 88,295               | 88,295               |
| Section forces terrestres.....   | 19,861               | 557,380              | 577,241              | 21,425               | 577,073              | 598,498              |
| Section marine.....  | "                    | 159,343              | 159,343              | "                    | 160,321              | 160,321              |
| Section gendarmerie.....   | "                    | 457,147              | 457,147              | "                    | 475,723              | 475,723              |
| Service des essences.....  | "                    | 2,451                | 2,451                | "                    | 1,961                | 1,961                |
| Départements et territoires d'outre-mer.....                               | "                    | 234,957              | 234,957              | "                    | 237,552              | 237,552              |
| <b>Totaux (II).....</b>  | <b>138,680</b>       | <b>1.651,842</b>     | <b>1.790,522</b>     | <b>140,471</b>       | <b>1.705,922</b>     | <b>1.846,393</b>     |
| <b>Totaux généraux.....</b>  | <b>218,629</b>       | <b>(1)15.427,471</b> | <b>(1)15.646,100</b> | <b>220,086</b>       | <b>(2)15.685,085</b> | <b>(2)15.905,171</b> |

(1) Non compris la dotation globale de fonctionnement : 1.280,214.

(2) Non compris la dotation globale de fonctionnement : 1.353,826

**La Commission des Finances a examiné les crédits du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer pour 1985 au cours de sa séance du 30 octobre 1984.**

**La commission a décidé de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat.**